

Sous embargo : 5 août, 10 heures

Communiqué de presse

Oui à l'initiative bernoise sur la formation, en faveur de la qualité de la formation

Le 27 septembre 2026, le canton de Berne se prononcera sur l'initiative bernoise sur la formation. Celle-ci vise à inscrire dans la Constitution cantonale le principe d'une qualité de formation élevée sur l'ensemble du territoire. Le comité « Oui à l'initiative bernoise sur la formation » lance aujourd'hui sa campagne.

Berne, le 5 août 2026 – Une formation de qualité est fondamentale pour assurer la prospérité du canton de Berne, pour fournir à notre économie les compétences dont elle a besoin, pour favoriser l'égalité des chances de nos enfants et pour renforcer les bases de notre démocratie. Pourtant, ce pilier essentiel est aujourd'hui de plus en plus menacé. C'est pourquoi l'initiative bernoise sur la formation exige que le canton et les communes garantissent, à long terme, une qualité de formation élevée sur l'ensemble du territoire et prennent les mesures nécessaires à cet effet.

Une personne enseignant sur dix exerce sans diplôme

La qualité de l'enseignement et la réussite scolaire des élèves dépendent dans une large mesure d'enseignantes et d'enseignants ainsi que d'autres spécialistes bien formés, qui exercent leur profession avec compétence, nouent des relations de confiance avec les élèves et peuvent travailler durablement dans de bonnes conditions de santé. En raison de la pénurie d'enseignantes et d'enseignants, les écoles ont dû, ces dernières années, recruter un nombre croissant de personnes ne disposant pas de la formation requise pour leur fonction. Si l'on considère l'ensemble des niveaux scolaires, près de 10 % des personnes engagées exercent sans diplôme d'enseignement. Si l'on inclut celles qui ne disposent pas de la qualification adéquate – par exemple parce qu'elles enseignent à un niveau différent de celui pour lequel elles ont été formées –, cette proportion est nettement plus élevée et peut atteindre 30 %, selon le niveau scolaire et la fonction. Cette situation entraîne notamment des changements fréquents d'enseignantes et d'enseignants, au détriment de la continuité pédagogique.

Risque de baisse de la qualité de l'enseignement

Tina Hascher est professeure à l'Institut pour la qualité de l'enseignement de l'Université de Berne. Elle affirme : *« Les enseignantes et enseignants qui éprouvent du plaisir et du bien-être en classe et qui se sentent à la hauteur des défis proposent un enseignement de meilleure qualité. Chez les enseignantes et enseignants qui ne se sentent pas à la hauteur, cela se traduit par une qualité d'enseignement moindre. »*

Cette initiative exige que toutes personnes, qui enseignent dans les écoles bernoises, soient à nouveau titulaires d'un diplôme. À l'avenir, toute formation manquante devra être rattrapée.

« Les enfants ne vivent leur scolarité qu'une seule fois. Il est de notre responsabilité à tous de veiller à ce qu'elle soit de qualité – partout dans le canton de Berne, et pas seulement là où cela est actuellement possible », déclare Stefan Wittwer, directeur de Formation Berne, l'association professionnelle des enseignantes et enseignants et des directions d'école.

Économie bernoise : la baisse du nombre de diplômes professionnels, un signal d'alerte

Le nombre de diplômes obtenus au niveau secondaire II a diminué ces dernières années dans le canton de Berne. Le canton s'éloigne ainsi de l'objectif commun de la Confédération et des cantons, selon lequel 95 % des jeunes devraient être titulaires d'un diplôme du niveau secondaire II avant l'âge de 25 ans.

Derrière ces chiffres se cachent des jeunes qui ne peuvent pas exploiter pleinement leur potentiel. Dans le même temps, le monde économique manque cruellement de main-d'œuvre qualifiée. Peter Stämpfli, président du conseil d'administration de Stämpfli AG, en est convaincu : *« La formation n'est pas un luxe, mais un élément essentiel pour notre société et notre économie. »*

Ceux qui n'investissent pas aujourd'hui dans la qualité de la formation en paieront le prix fort demain : dans la recherche de main-d'œuvre qualifiée, dans le secteur social et dans celui de la santé.

Une bonne formation renforce la démocratie

Une démocratie vivante a besoin de citoyennes et de citoyens capables d'analyser les informations, de peser le pour et le contre et de se forger leur propre opinion. L'école ne se contente pas de transmettre des connaissances. Elle encourage la pensée critique, la capacité de jugement et la prise de responsabilités envers la société. Une bonne formation dépasse donc largement le cadre de l'école. Elle est une condition préalable à la cohésion sociale et au bon fonctionnement de la démocratie.

Garantie par la Constitution cantonale

La Constitution cantonale définit ce qui revêt une importance fondamentale et durable pour le canton de Berne. La formation fait partie des missions essentielles du canton. Toutefois, la Constitution ne se prononce pas, à ce jour, sur la qualité de celle-ci. L'initiative bernoise sur la formation comble cette lacune et définit une mission contraignante et à long terme.

Contacts :

Stefan Wittwer, directeur

079 399 83 62

stefan.wittwer@bildungbern.ch

Alain Jobé, responsable francophone

078 714 16 80

alain.jobé@bildungbern.ch

À propos de l'initiative / des différents comités

L'initiative bernoise sur la formation a été lancée par l'association professionnelle Formation Berne. Elle bénéficie du soutien de nombreuses organisations ainsi que de plus de 150 personnalités issues des milieux économiques, sociaux et politiques, qui s'engagent au sein d'un comité cantonal et de neuf comités régionaux.

Le comité de soutien compte quant à lui notamment parmi ses membres Eva Jaisli (présidente du conseil d'administration de PB Swiss Tools AG), Hans-Christian Schneider (PDG du groupe Ammann), Simone Niggli (championne du monde de course d'orientation), Büne Huber (musicien, Patent Ochsner), Mark Trauffer (musicien et entrepreneur), Flavia Wasserfallen (membre du Conseil des États), Virginie Borel (directrice du Forum du bilinguisme) ainsi que Hans Grunder (ancien conseiller national).

L'initiative bénéficie ainsi du soutien de personnalités issues des milieux économiques, sociaux et politiques, au-delà des clivages partisans.